



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 4, n°2 | Juillet 2013
Santé et environnement

Florence Jany-Catrice, *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, 176p.

Amandine Raully



Éditeur

Réseau « Développement durable et territoires fragiles »

Édition électronique

URL : <http://developpementdurable.revues.org/9805>
ISSN : 1772-9971

Référence électronique

Amandine Raully, « Florence Jany-Catrice, *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, 176p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n°2 | Juillet 2013, mis en ligne le 10 juin 2013, consulté le 03 septembre 2017. URL : <http://developpementdurable.revues.org/9805>

Ce document a été généré automatiquement le 3 septembre 2017.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Florence Jany-Catrice, *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, 176p.

Amandine Raully



- 1 La construction d'une nouvelle justification du capitalisme, *via* des mécanismes performatifs, repose sur un château de cartes. Tel est le constat principal de l'ouvrage, développé au cours des cinq premiers chapitres. Le nouvel esprit du capitalisme s'est construit sur plusieurs paradoxes, qui ne peuvent que conduire à une détérioration de la performance totale. La démonstration de Florence Jany-Catrice s'inscrit à la suite de travaux issus de deux grands axes de recherche : (1) l'analyse des pratiques d'évaluation nouvelles, fondées sur la mesure de la performance et (2) l'étude de l'avènement d'une nouvelle idéologie justificatrice de l'engagement dans le capitalisme ; le premier apparaît comme une convention autour de la neutralité axiologique des chiffres qui permet d'expliquer le second. Mais, si cette neutralité est remise en cause, les fondements du capitalisme moderne s'effondrent. Cette fragilité s'explique dans le choix du régime de performance retenu par le capitalisme moderne.
- 2 En effet, le résultat de l'évaluation de la performance est devenu le principal outil de validation ou d'invalidation des grandes décisions publiques, qu'elles concernent l'environnement, la qualité de vie, la santé ou l'emploi. L'évaluation devient synonyme de valeur qui n'est plus que monétaire et ce qui ne possède pas d'équivalence monétaire ne vaut rien. Cette quantité de valeur monétaire résulte d'un processus de construction d'indicateurs qui revient *de droit* à des experts dont les décisions font loi. Dès lors, on cherche à évaluer les services, publics et privés comme n'importe quelle autre activité, bien que ces derniers reposent sur des relations singulières, dans lesquelles l'Homme n'est plus le complément de la machine mais d'un autre Homme.
- 3 Ce constat débouche sur la question suivante : comment cette évolution du mode de coordination et de nouvelles conventions fondées sur le *diktat* du chiffre ont-elles pu apparaître et s'imposer ? Florence Jany-Catrice part alors du constat fait par Luc Boltanski et Ève Chiapello (1999) au sujet de l'émergence d'un nouvel esprit du capitalisme. Ces derniers montrent de quelle manière le capitalisme a su vaincre ses détracteurs en reprenant à son avantage les critiques (sociale et artiste) qui lui sont faites. À la critique de l'absence de prise en considération du bien commun, qui, dans la mesure où il s'agit d'une construction sociale, repose sur un ensemble de conventions et de coordinations, le capitalisme a introduit un nouveau mode de régulation fondé sur la valeur monétaire. Ainsi, seuls les biens communs possédant un équivalent monétaire nécessitent une protection. En apportant une réponse aux critiques qui lui ont été faites, le capitalisme a su mettre en place un nouvel esprit fondé sur l'idéologie de l'évaluation qui repose sur de nouvelles conventions et véhicule l'idée d'une neutralité métrologique.
- 4 Malgré cette évidente capacité d'adaptation, trois paradoxes de ce nouvel esprit du capitalisme apparaissent en filigrane à la lecture de l'ouvrage, menant à une baisse de la performance totale. Le premier paradoxe vient des théories sur lesquelles repose la construction des indicateurs de performance et leurs effets escomptés, à savoir la théorie de l'agence. Florence Jany-Catrice appuie sa démonstration sur les travaux de Maya Beauvallet (2009). En accordant de l'importance à la nature des motivations dans les stratégies comportementales adoptées par les agents, Maya Beauvallet met à mal la théorie de l'agence et son utilisation dans la recherche de la performance. Là où la théorie de l'agence pose l'hypothèse de l'additivité des motivations, la théorie des récompenses démotivantes distingue les motivations intrinsèques des motivations extrinsèques¹. Les incitations diverses ne doivent pas détériorer les motivations intrinsèques, cela peut produire un effet d'éviction (*crowding out effect*), entraînant une diminution de la performance. Or, la lecture des indicateurs de performance par les outils de la théorie de

l'agence ne permet pas de comprendre le rôle des motivations. Cela fausse donc les résultats. Ces comportements absurdes poussent de ce fait à une baisse tendancielle de la performance totale, allant à l'encontre du nouvel esprit du capitalisme.

- 5 La deuxième contradiction vient de la définition que le capitalisme moderne attribue au bien commun, en référence à des indicateurs monétaires, conduisant à un changement institutionnel. L'État n'est plus un *État social* garant de droits fondamentaux dont l'acquisition se fait hors marché (Castel, 1995) mais se comporte comme un *État prestataire* au regard de la manière dont il va déterminer son action et les services qu'il va acheter à des sous-traitants. Avec la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, le rôle de l'État en France a connu un tournant en basant ses actions sur le résultat d'indicateurs de performance intégrant nécessairement une sélection des prestations proposées en fonction de leur performance. L'État n'achète et ne propose que des services rentables. En effet, si la logique de performance est le mécanisme de coordination et de régulation retenu par l'idéologie du nouvel esprit du capitalisme, elle doit également s'appliquer aux actions de l'État. Dès lors, il doit justifier de la performance de ses interventions pour les rendre légitimes. Seules les actions efficaces, au regard de cette contrainte strictement financière, sont considérées comme performantes et sont donc retenues. De ce fait, la seule lecture des indicateurs valide ou invalide une action publique, quel que soit le domaine concerné : environnement, santé, bien-être, emploi.
- 6 La dernière contradiction du capitalisme moderne réside dans le mode d'évaluation des services, et plus particulièrement dans le choix de l'évaluation du produit des services. En prenant en considération la critique du caractère aliénant du processus productif, le nouvel esprit du capitalisme a mis fin à la logique du contrôle hiérarchique, tout en déplaçant le contrôle par le supérieur vers le client ou l'utilisateur, cherchant ainsi à mettre fin à la lutte des classes. Les agents économiques et les politiques publiques sont évalués par les clients ou les utilisateurs selon des critères censés porter sur le produit du service. Or, chaque relation de service revêt un caractère singulier et renferme des dimensions idiosyncrasiques, ce qui rend insaisissable l'ensemble des éléments entrant en compte dans le *produit* du service. Les critères retenus pour son évaluation, même objectivée, ne peuvent en rien révéler la qualité objective du service. Des choix politiques sont effectués afin de sélectionner les éléments pertinents relevant de l'évaluation. Il n'est donc plus possible de défendre l'idée d'une neutralité axiologique du chiffre. Au-delà de la réfutation de l'objectivité de l'analyse quantitative, l'auteur met en évidence un paradoxe dans l'évaluation des services : leur produit est évalué à la hauteur de la valeur des *inputs* et coûts salariaux. Néanmoins, les politiques publiques actuelles ont pour objectif d'encadrer l'évolution des coûts des services publics menant nécessairement à une diminution des coûts de production. Indéniablement, le *new public management* ne pourra que produire une diminution de la performance des services publics.
- 7 Pour l'auteur, ces trois paradoxes du nouvel esprit du capitalisme peuvent être dépassés en introduisant un nouveau régime de performance. Trois régimes de performance se côtoient actuellement : le régime autocratique, le régime managérial et le régime fordiste, mais aucun de ces trois régimes ne permet de prendre en considération l'ensemble des failles du capitalisme moderne. C'est pourquoi dans le chapitre six, dernier de l'ouvrage, l'auteur propose un quatrième régime : le régime délibératif. Dans ce régime, l'élaboration d'indicateurs qualitatifs, non systématiquement traduisibles en valeur monétaire, se fait à partir d'une démarche citoyenne. La mise en place d'indicateurs qualitatifs et multicritères doit permettre de dépasser le cadre monétaire et de replacer le bien

commun dans un cadre nonmarchand en vue de redéfinir l'appréciation du bien-être collectif. L'auteur propose, à travers ce nouveau référentiel, de changer la définition de la performance adoptée par les évaluateurs. Ceci doit être relié au double ancrage étymologique du terme *performance* présenté dans le premier chapitre. La première définition renvoie à l'idée de l'analyse d'un résultat qu'il est possible de mesurer et la seconde traduit l'idée de l'étude d'un processus, d'un ensemble d'actions faisant un tout. Tout au long de l'ouvrage, l'auteur montre que le système d'évaluation dans le nouvel esprit du capitalisme repose sur la première définition.

- 8 En introduisant des « *grandeurs civiques, civiles, de justice sociale, de développement humain individuel et collectif, de préservation de la nature* » (p. 156) aux côtés des grandeurs déjà mises en évidence par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1987), Florence Jany-Catrice propose, en réalité, de changer le paradigme de la performance, ce qui permettrait *in fine* de contrer les outils contemporains de l'aliénation. Dans ce régime que l'auteur qualifie de « *nécessaire mais sans doute non suffisant pour fournir les conditions sociales d'une transformation radicale de nos sociétés* » (p.159), l'évaluation reste donc un outil d'appréciation de la performance. L'auteur pose une hypothèse forte qui repose sur l'idée que « *le citoyen est un acteur situé, membre de la cité, ayant admis le principe de droits et de devoirs et possédant une vision du bien commun [...] qui ne demande qu'à être consolidée* » (p. 153). Florence Jany-Catrice entrevoit ainsi la possibilité de dépasser le capitalisme par le biais d'une étape transitoire d'évaluation délibérative. Celle-ci se traduit par la prise de conscience collective de l'aliénation par l'axiome de neutralité métrique, actuel bouclier du capitalisme. La possibilité de dépasser les différents paradoxes du capitalisme, suite à une prise de conscience collective et à une redéfinition de la performance, renvoie donc à la mise en place d'un compromis, que l'auteur ne mentionne pas, entre les acteurs des différentes cités qui composent la nation. Ce compromis doit permettre de ne pas reproduire la dichotomie entre les différentes critiques du capitalisme décrites par Luc Boltanski et Ève Chiapello (1999). Le régime délibératif serait donc une étape transitoire qui devrait permettre la mise en place d'un nouveau paradigme sociétal suite à une prise de conscience collective. Néanmoins, l'auteur n'aborde pas le sujet de ce nouveau référentiel ni la place et la forme que l'évaluation doit y occuper. On ne peut qu'espérer que ce soit l'objet de son prochain ouvrage.

BIBLIOGRAPHIE

Beauvallet M., 2009, *Les stratégies absurdes. Comment faire pire en croyant faire mieux*, Paris, Éditions Du Seuil.

Boltanski L., Thévenot L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Éditions Gallimard.

Boltanski L., Chiapello È., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Éditions Gallimard.

Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Éditions Fayard, collection « L'Espace du politique ».

NOTES

1. Les motivations intrinsèques sont inhérentes au comportement auquel s'adonne l'individu. Les motivations extrinsèques sont liées à l'existence de récompenses externes.

AUTEUR

AMANDINE RAULY

Amandine Raully est doctorante en sciences économiques à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, Laboratoire REGARDS (EA 6292). Ses recherches portent notamment sur le rôle de l'évaluation des politiques publiques dans l'évolution du registre de motivations des agents concernés par cette évaluation.